

DIRECTION DIOCESAINE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

PÔLE STRATEGIQUE

Tél. 23.24.23 - Télécopie 23.24.22

Secrétariat : christelle.angibaud@ddec.nc



Nouméa, le 01 février 2023

N.Réf. : 23-I-D-DDEC-13

**NOTE DE SERVICE
2023-12**

**A L'ATTENTION
DES CHEFS D'ETABLISSEMENT**

Objet : Gestion des dépôts de garantie

Cette note a pour but de rappeler les règles en matière de gestion des dépôts de garantie (souvent abusivement appelés cautions*) que certains établissements demandent pour des livres ou du matériel mis à disposition des élèves et qui doivent être rendus en fin d'année.

Tout dépôt de garantie doit être inscrit au budget de l'établissement scolaire. **Il est donc hors de question que des chèques émis par des parents d'élèves soient conservés au coffre ou ailleurs dans l'établissement.** Ils doivent être débités et les sommes perçues sont placées sur un compte d'attente. **En ce qui concerne les dépôts en espèces, ils doivent faire l'objet de l'émission d'un reçu et ne doivent en aucun cas être conservés dans l'établissement,** mais être déposés en banque.

« Il est de jurisprudence constante que le chèque émis à titre de garantie a vocation à être encaissé. Autrement dit, le bénéficiaire d'un tel chèque ne commet pas de faute en l'encaissant. La Cour de cassation a précisé que « ledit chèque peut être encaissé alors même que le montant indiqué est supérieur à la somme due, à charge pour le bénéficiaire de restituer ultérieurement le trop-perçu ».

Quand l'objet du dépôt de garantie cesse (remise des ouvrages prêtés à l'issue de l'année scolaire par exemple), le comptable doit remettre à l'émetteur du chèque de dépôt de garantie la somme en cause si le bien n'a pas été détruit ou abîmé.

La conservation de chèque de garantie dans le coffre ou ailleurs dans l'établissement mettrait en cause la responsabilité de l'agent comptable en cas de vérification de la cour des Comptes.

Merci de bien vouloir faire respecter ces règles.


Karen CAZEAU
Directrice diocésaine

** Le dépôt de garantie est une somme d'argent versée en garantie de la bonne exécution d'un contrat. La caution est une personne. Le cautionnement est ainsi le contrat en vertu duquel une personne (la caution) va s'engager à payer la dette d'une autre personne (le débiteur – celui qui doit), si ce dernier ne la paye pas lui-même.*